



Secrétariat du
Club DU SAHEL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST



**27^{EME} REUNION ANNUELLE DU RESEAU DE PREVENTION DES CRISES
ALIMENTAIRES AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST
(RPCA)**

SYNTHESE DES PRESENTATIONS ET DES DISCUSSIONS

Praia (Cap-Vert), 08-10 décembre 2011

décembre 2011

SOMMAIRE

I.	INTRODUCTION.....	3
II.	CEREMONIE D'OUVERTURE.....	3
III.	SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST.....	4
IV.	STRATEGIE REGIONALE DE RESERVE ALIMENTAIRE ET CHARTE POUR LA PREVENTION ET LA GESTION DES CISRES ALIMENTAIRES.....	8
V.	TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE ET SECURITE ALIMENTAIRE.....	8
VI.	ECHANGES SUR LE LIEU ET LE THEME DE LA 28EME REUNION RPCA EN 2012 ET SON RENFORCEMENT A LA PRISE DE DECISION.....	12
VII.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	12
	ANNEXE 1 : Ordre du jour.....	17
	ANNEXE 2 : Production céréalière brute de la campagne 2011/2012 et comparaison avec les dernières années.....	20
	ANNEXE 3 : Bilan céréaliier prévisionnel 2010/2011 (CILSS).....	21
	ANNEXE 4 : Bilan céréaliier prévisionnel 2011/2012.....	22
	ANNEXE 5 : Bilan céréaliier prévisionnel 2011/2012(CEDEAO).....	23
	ANNEXE 6 : Liste des participants.....	24

I. INTRODUCTION

Du 08 au 10 décembre 2011, s'est tenue à Praia (Cap-Vert) à l'hôtel Praia Mar, la 27^{ème} réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Outre les hauts cadres et experts du CILSS et du CSAO/OCDE, la réunion a regroupé les représentants des partenaires techniques et financiers (France, Belgique, Suisse, UE, ACDI, USAID), les organisations internationales et sous-régionales (CEDEAO, UEMOA, Hub Rural, BID, FAO, PAM, OMM, FEWS NET), les organisations interprofessionnelles de transformateurs et privés (FIAB, ATC/B, FENATRA, APROVAG, MGE, ACET, Ets SOCMEL, Mamelles JABOOT, Laitière du Sahel, The Cassava House), et les acteurs humanitaires et ONG (ECHO, OCHA, OXFAM, Save the Children, Afrique Verte). Cf. Liste des participants en annexe.

La rencontre visait les objectifs suivants :

- a) faire le point de la situation agricole et alimentaire à l'issue de la campagne agricole 2011/2012 ;
- b) proposer des mesures d'atténuation pour les populations les plus vulnérables afin de prévenir d'éventuelles crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- c) favoriser les échanges et réflexions autour du thème « *Transformation agro-alimentaire et sécurité alimentaire* » ;
- d) amener les principaux acteurs de la transformation des produits agricoles à réfléchir sur le rôle que doit jouer l'industrie agroalimentaire dans la promotion de la sécurité alimentaire dans la région.

II. CEREMONIE D'OUVERTURE

Après le mot de bienvenue de Mme Eva Ortet, Ministre du Développement Rural du Cap-Vert, des allocutions ont été prononcées respectivement par M. François-Xavier de Donnea, Président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), M. Ibrahim Diémé, Commissaire chargé du Département du Développement rural, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DDRE) de l'UEMOA, et Dr. Djimé Adoun, Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation du Tchad et Ministre Coordonnateur du CILSS.

Dans son allocution, Dr Djimé Adoun, Ministre Coordonnateur du CILSS a adressé ses sincères remerciements aux autorités du Cap-Vert d'avoir accepté d'abriter cette rencontre et pour toutes les commodités mises à la disposition des participants. Ensuite, il s'est appesanti sur les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2011/2012 qui indiquent une baisse de 25% de la production céréalière par rapport à l'année dernière au Sahel, en précisant qu'une attention particulière doit être accordée au suivi rapproché des populations vulnérables.

Dans ce contexte, il a exhorté les gouvernements et les partenaires au développement à assurer une gestion plus efficace des actions de réponses pour faire face à l'insécurité alimentaire qui menace les populations dans certaines zones du Sahel. Il a également invité les Etats à garantir un meilleur fonctionnement des marchés céréaliers régionaux afin de prévenir des crises alimentaires aiguës similaires à celles des années 1970, 1980 et plus récemment en 2005 et 2010. Il précise que le combat contre l'insécurité alimentaire n'est pas encore gagné en dépit d'importants acquis enregistrés par le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest depuis une vingtaine d'années. C'est pourquoi, le Ministre Coordonnateur a rappelé l'engagement des Etats à accroître sensiblement la production agricole de la sous-région en renforçant les cultures irriguées et en généralisant l'utilisation de semences sélectionnées et d'engrais.

Dans son discours d'ouverture, Son Excellence Monsieur José Maria Neves, Premier Ministre du Cap-Vert, a d'abord exprimé son engagement et sa détermination à œuvrer davantage pour l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et félicité par la même occasion le CILSS et le CSAO pour le travail accompli et les résultats obtenus ces dernières années dans la prévention et la gestion des crises alimentaires.

Au regard de la production agricole de cette campagne agricole, il a invité tous les États et les organisations engagées pour une action concertée à l'échelle régionale, en vue d'une prise d'actions et de mesures à court, moyen et long termes. Il a plaidé pour une augmentation sensible des investissements dans l'agriculture en Afrique en vue d'accroître la productivité et la production agricole.

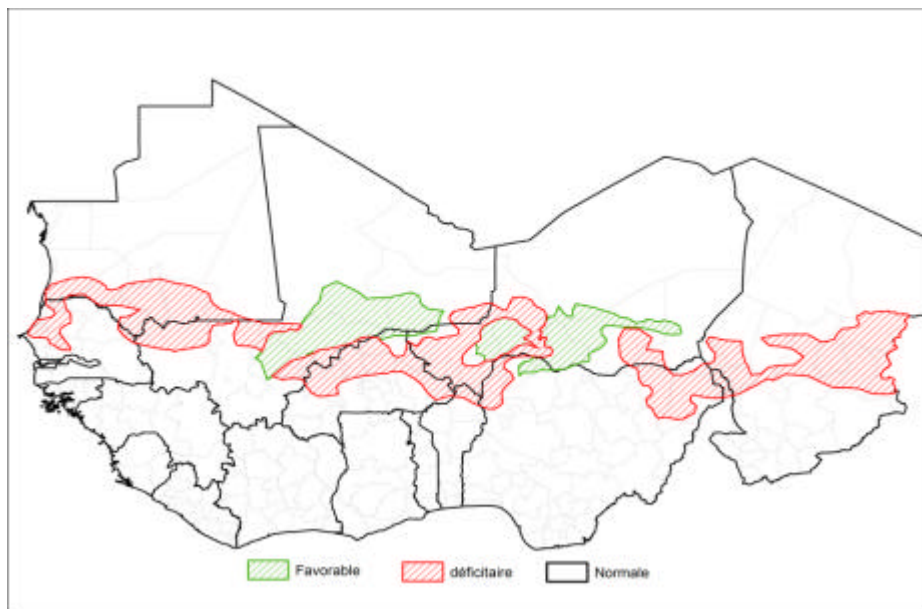
Abordant le thème de la réunion, le Premier Ministre du Cap-Vert a mis en exergue l'importance de la transformation et de la valorisation des produits agricoles dans l'atteinte de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Pour cela, il a prôné des investissements plus conséquents dans le domaine de la science, de la technologie et de l'information.

Son Excellence Monsieur José Maria Neves a insisté sur la nécessité pour l'agriculture africaine de s'insérer dans le marché mondial en fournissant de la matière première de qualité à nos entreprises agro-alimentaires.

III. SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

3.1. Bilan prévisionnel de la campagne agricole 2011/2012 : implications sur la sécurité alimentaire

L'analyse des indicateurs de suivi de la végétation (ICN, VCI, sNDVI) cf. figure 1, laisse apparaître des poches de sécheresse dans de nombreuses zones notamment au nord du Sénégal, la zone agropastorale de la Mauritanie, le Nord des régions de Kayes, Koulikoro et Mopti au Mali, le Nord, le Centre Nord et l'Est du Burkina, les régions de Niamey, Tillabéry et Sud de Zinder au Niger, et toute la bande sahélienne et une partie de la zone soudanienne (Logone et Tandjilé) au Tchad.



Source : Centre régional AGRHYMET/CILSS

Cette situation a eu comme corollaire, une production en baisse de 50 % au Tchad et 52% en Mauritanie par rapport à 2010/2011 et respectivement de 23% et 38% par rapport à la moyenne 2006/2010. Des baisses de productions ont été également enregistrées pour le riz à submersion au Mali et en Gambie et les cultures de décrue au Tchad, en Mauritanie et au Mali pourraient connaître des baisses en raison de la faiblesse des niveaux des cours d'eau et des barrages de retenue. En revanche, près d'un million de tonnes de maïs pourraient faire l'objet de transferts des pays côtiers vers les pays sahéliens déficitaires.

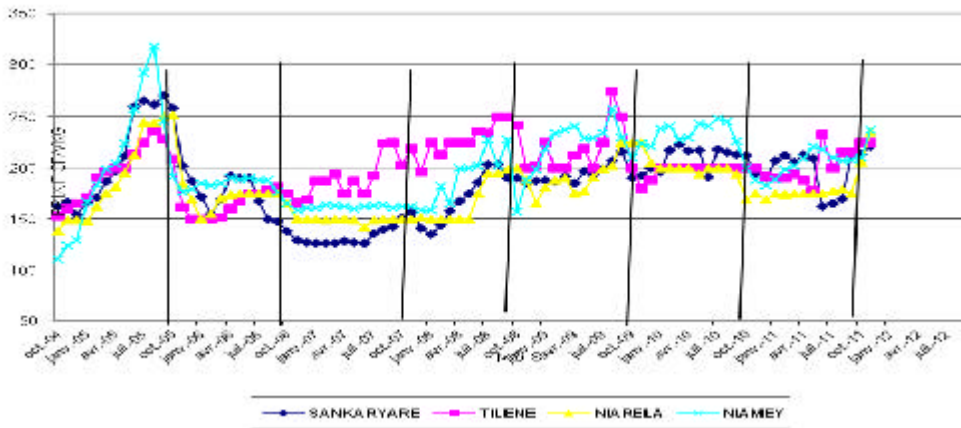
Sur le plan pastoral, on note une mauvaise production de biomasse dans toute la bande pastorale à part le Gourma (Burkina Faso), la zone de Dakoro (Nord Maradi) et les îles du lac Tchad. En plus, le faible niveau de remplissage des points d'eau de surface entraîne déjà une transhumance précoce de la Mauritanie vers le Mali, du Mali vers le Burkina, du Niger vers le Bénin, au Tchad du Nord vers le Sud. Déjà au Tchad, de fortes concentrations d'éleveurs sont constatées autour du Lac Fitri et des points d'eau dans la zone Sud du Guéra et au Salamat, d'où risque de surpâturage et de conflits dans les zones d'accueil.

3.2. Évolution du marché au niveau international et régional

Bien que la production mondiale de céréales puisse atteindre un niveau record en 2011 du fait d'une bonne production de blé dans la Communauté des États Indépendants et d'une hausse de la production de riz en Asie du Sud Est, l'index des prix alimentaires mondiaux de la FAO est en nette hausse par rapport aux années précédentes.

L'approvisionnement des marchés s'est certes amélioré dès fin septembre 2011 avec l'arrivée des nouvelles récoltes, mais à des niveaux moyens voire faibles par endroits comparativement à l'année passée à la même période (nov. début déc. 2010). Les prix ont épousé dans l'ensemble des tendances haussières, très importantes par endroits en réaction à cette situation : les prix, en particulier ceux des céréales, sont nettement au-dessus de leur niveau de décembre 2010 et de la moyenne des 5 dernières campagnes. Les hausses (10-60 %) de prix des céréales sont particulièrement accentuées dans les zones à moyennes et faibles productions du Sahel.

PRIX MOYENS MENSUELS DE DETAIL DU MIL : CAMP, 2004/05 - 2011/12

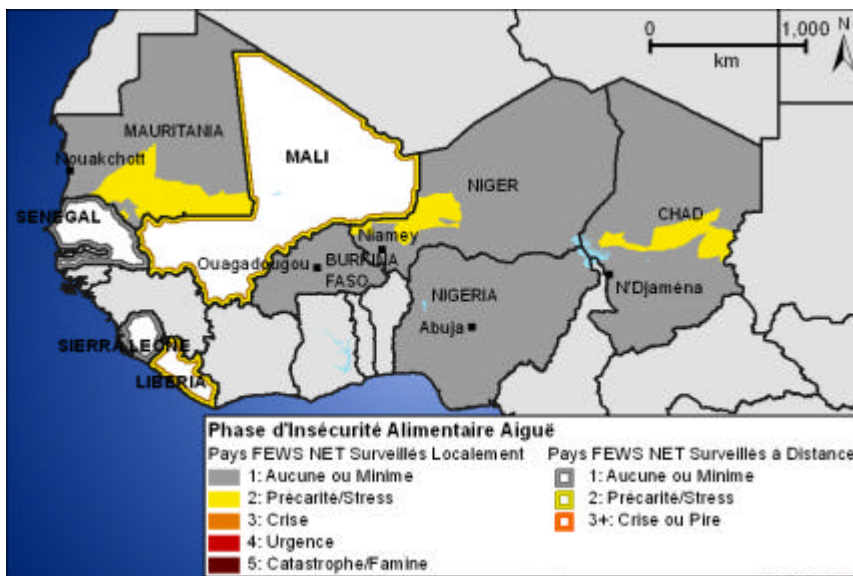


Source : CILSS/PRA-MARCHE

3.3. Perspectives alimentaires

Les ménages pauvres vivant dans des zones du Sahel de déficit de production prononcé risquent de connaître une situation alimentaire difficile courant 2012. Il s'agit particulièrement de zones localisées au Tchad, en Mauritanie, au Niger, au Burkina Faso, au Mali. En plus de la crise agricole au Sahel, la pression de la population fait que la production céréalière moyenne (16,6 millions de tonnes) donne une production céréalière par habitant inférieure de 17 pourcent par rapport à la moyenne. La carte ci-dessous montre que les populations en crise d'insécurité alimentaire aiguë sont les ménages très pauvres et parfois pauvres de l'est et du Centre de la Mauritanie, de l'Ouest et du Centre du Mali, de l'Ouest du Niger, et au Sahel du Tchad. Une assistance ciblée sera nécessaire pour couvrir les besoins alimentaires et non alimentaires dès que les informations sur l'étendu géographique, le degré de sévérité et le nombre de personnes concernées par l'insécurité alimentaire seront disponibles.

Carte : Phase d'insécurité alimentaire aiguë



Source : Fews net

3.4. Plan d'action de prévention et de gestion de la situation alimentaire en 2012

Les deux scénarii suivants avec des hypothèses ont été présentés.

☞ Scénario 1 :

Les niveaux de production céréaliers placent les pays en zone de risque alimentaire.

Les indicateurs incluent la production agricole (CILSS/CRA), la situation alimentaire et nutritionnelle, et l'évolution des prix (SAP, SIM, CILSS, FEWS NET, FAO, PAM). Les mesures suivantes doivent alors être prises : vérification de l'opérationnalité des dispositifs nationaux d'information, préparation des cadres de concertation, préparation et révision des plans nationaux de contingence à court terme.

✓ Actions et responsabilités :

(i) Des gouvernements et des PTF : renforcement des dispositifs d'information et vérification des outils PREGEC, vérification des instruments de gestion (SNS, BCV, Filet SA, etc.).

(ii) Du dispositif PREGEC (CILSS, FEWS NET, FAO, Pays) : déclenchement d'une pré-alerte régionale si au moins deux pays sont en position de risque (vérification avec les résultats des études en cours sur la vulnérabilité des ménages et sur les marchés des zones affectées), appui aux pays pour l'élaboration des scénarios de gestion et vérification de l'état des systèmes d'information et d'alerte précoce.

☞ Scénario 2 :

Le risque de crise est confirmé, une analyse plus fine des zones à risque et de la situation alimentaire est alors nécessaire.

De décembre 2011 à janvier 2012, les indicateurs doivent inclure l'identification des groupes vulnérables et l'évaluation des besoins d'assistance (SAP, SIM, PREGEC), la situation alimentaire et nutritionnelle, et l'évolution des prix (SAP, SIM, CILSS/PREGEC, FEWS NET, FAO, PAM). Il est alors nécessaire de préparer différents scénarios de gestion de la crise en fonction de l'ampleur et d'organiser une réunion du RESOGEST (30 janvier-1^{er} février 2012).

✓ Actions et responsabilités :

(i) Des gouvernements et des PTF : sensibilisation et mobilisation des acteurs, propositions de mesures de solidarité intra-régionale (implication du RESOGEST), développement des plans de contingence, mise en œuvre des actions d'atténuation (vente à prix modéré, cash for work, filets, warrantage, etc.).

(ii) Du CILSS et de ses partenaires techniques (FEWS NET, FAO, PAM, ECHO, OCHA, ONG, SAP) : appui aux pays pour le ciblage des populations les plus vulnérables, évaluation des besoins d'assistance (missions conjointes CILSS, FAO, FEWS NET, PAM, etc.), échanges d'information entre les systèmes régionaux d'informations à travers le site www.food-security.net.

De février à mars 2012, les indicateurs doivent inclure les résultats définitifs de la campagne agricole, la production obtenue à partir des données de l'enquête agricole, les résultats des suivis de la vulnérabilité (SAP, SIM, CILSS/PREGEC, FEWS NET, FAO, PAM). Il est nécessaire de confirmer les données de production et de réviser le plan d'organisation des secours en fonction de l'évolution de la situation.

✓ *Actions et responsabilités :*

(i) Des gouvernements et des PTF : poursuite de la mise en œuvre des plans d'organisation des secours, premier bilan des interventions réalisées et préparation des ajustements.

(ii) Du CILSS et de ses partenaires techniques (FEWS NET, FAO, PAM, ECHO, OCHA, ONG) : suivi régulier de la situation alimentaire, recommandations sur les interventions nécessaires pour les administrations nationales, les ONG et les agences de coopération bilatérale ou internationale incluant une revue des opérations déjà engagées.

Cependant, au regard des perspectives alimentaires et nutritionnelles particulièrement difficiles et les risques réels d'une crise alimentaire établis dans le scénario 2, il est urgent de mettre en œuvre un certain nombre d'actions prioritaires pour juguler une éventuelle crise alimentaire cette année dans la région.

Par ailleurs, les partenaires au développement et les acteurs humanitaires ont fait écho des actions envisagées pour faire face à la situation alimentaire préoccupante au Sahel, notamment au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad. De même, la Coopération Française, l'Union Européenne, ECHO, FAO, PAM, et Save The Children ont tour à tour décliné leur programme d'intervention et d'assistance pour les populations les plus vulnérables dans les pays touchés par une éventuelle crise alimentaire en 2012.

IV. STRATEGIE REGIONALE DE RESERVE ALIMENTAIRE ET CHARTE POUR LA PREVENTION ET LA GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES

Le processus de révision de la Charte de l'aide alimentaire adoptée en 1990 a démarré fin 2006. Suite à un processus de consultation participatif et inclusif, le projet de texte, renommé '*Charte pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires*', a été officiellement adopté par les Ministres chargés de l'agriculture et de l'alimentation des 15 pays membres de la CEDEAO, la Mauritanie et le Tchad, le 17 novembre 2011 à Conakry, Guinée. La Charte sera maintenant soumise à l'approbation des Chefs d'État et de Gouvernement conformément aux procédures de la CEDEAO. Les Ministres ont par ailleurs adopté la feuille de route pour l'installation d'une réserve alimentaire régionale en Afrique de l'Ouest.

V. TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE ET SECURITE ALIMENTAIRE

5.1. Enjeux et défis de la transformation agro-alimentaire

Des présentations ont servi de support au panel 1 qui porte sur le thème « Enjeux et défis de la transformation agro-alimentaire ». Il s'agissait de la présentation sur la transformation des céréales locales par Mme Caroline Bah & Rita Bambara de Afrique Verte, et une deuxième sur la transformation du lait local par M. Oualyou W Ouermi du Burkina Faso.

- La première communication visait à mettre en exergue les raisons fondamentales qui ont poussé Afrique Verte à se lancer dans la transformation des céréales locales. Il s'agit entre autres : la valorisation de l'agriculture nationale, l'approvisionnement des zones urbaines avec des produits de qualité, le fait de répondre à la demande des consommateurs, procurer des revenus aux groupements féminins et développer les débouchés des agriculteurs. Parmi les contraintes, on peut citer: le faible accès aux médias pour promouvoir les produits transformés, une faible capacité financière et technologique des transformatrices, un manque d'infrastructures, d'équipements et de conditionnements adaptés à la transformation des produits agroalimentaires, et le coût trop élevé des contrôles en laboratoire. Afrique Verte œuvre à former les transformatrices à la gestion et au marketing, améliorer les technologies alimentaires de transformation, faciliter l'accès au crédit et les investissements, et contrôler la qualité des produits, l'emballage et l'étiquetage.
- La deuxième communication a présenté les résultats de l'étude sur les « Défis et perspectives d'amélioration de la transformation du lait local dans la périphérie de la ville de Ouagadougou ». Cette présentation est orientée sur les acteurs du maillon de la transformation laitière, pour permettre de relever les contraintes qui entravent la réelle expansion des produits à base de lait local. Elle a donc permis de relever, les principales contraintes qui freinent le développement de la filière locale. Il s'agit entre autres du problème d'insuffisance, de saisonnalité et d'accessibilité de la matière première, de la difficulté d'accès aux intrants et matériels nécessaires. À cela s'ajoute l'incapacité du respect de la chaîne de froid, et ce, de la collecte à la commercialisation du produit fini. Pour une meilleure prise en compte des préoccupations des acteurs du maillon de la transformation et une meilleure valorisation de lait local, il a été recommandé d'étendre cette étude à un plus grand nombre d'unités de transformation laitière, aussi bien en zone urbaine que rurale.

5. 2 Initiatives réussies en matière de transformation agro-alimentaire

Les débats du panel 2 ont été introduits par trois présentations à savoir : (i) l'expérience du CILSS à travers les résultats et acquis du PROCELOS, (ii) la transformation de la banane par les producteurs de la Vallée du fleuve Gambie (APROVAG), (iii) la transformation du manioc par Cassava Agro-industrie du Nigeria.

- La communication sur le PROCELOS a rappelé les activités du CILSS initiées au lendemain du colloque sur " les politiques céréalières dans les pays du Sahel " tenu en 1986 à Mindelo qui avait constaté que la « transformation est une étape essentielle de la chaîne agroalimentaire et un facteur d'entraînement pour le reste de la filière». Il s'en est suivi la décision par le CILSS de mettre en place un "Programme Régional de Promotion des Céréales Locales " qui couvre dans un premier temps 4 pays (Burkina Faso, Gambie, Mali et Sénégal). La deuxième phase devait approfondir le processus engagé dans les trois premiers pays et amorcer la dynamique dans trois autres pays (Guinée Bissau, Niger, Tchad).

Le but principal de ce programme était de développer la consommation des produits locaux afin d'accroître leur place dans les échanges commerciaux grâce à une meilleure qualité globale de l'offre. Dans ce cadre, les actions développées dans les pays et au niveau sous-régional ont abouti à des résultats constituant des acquis et atouts dont quelques uns sont indiqués ci-après :

- la mise en place, dans chaque pays membre, d'un relais national PROCELOS (RNP), favorisant le « partenariat public-privé » : avec une forte implication des opérateurs privés ;
 - le développement du partenariat permettant aux relais de trouver des collaborations et ressources pour exécuter certaines de leurs activités ;
 - la meilleure prise en compte des aspects technologiques dans les programmes de recherche agricole ;
 - la création et/ou renforcement d'associations professionnelles d'acteurs de la TPAA plus conscients des avantages de l'organisation et de la nécessité de s'approprier les acquis des projets ;
 - une forte implication de la société civile dans les activités et en particulier la place et le rôle remarquables des femmes dans les organes et les activités ;
 - l'accroissement du professionnalisme des acteurs avec l'assistance des relais et des bureaux-conseil.
- La deuxième communication a présenté l'expérience d'APROVAG sur la transformation de la banane qui peut être étendue au le reste de la région ouest-africaine. En effet, depuis 2003 les producteurs étaient constamment confrontés à de nombreux problèmes liés à la commercialisation et à la recrudescence des inondations récurrentes. Les problèmes rencontrés dans la production de la banane se font ressentir directement sur le niveau de vie des populations, notamment celles des plus pauvres dont l'alimentation dépend beaucoup de la banane. C'est dans ce contexte qu'est né un programme de promotion des plats à base de banane à Tambacounda (Sénégal) à partir de 2008 avec comme produits phares la farine de banane, le sankal (petite brisure) de banane, le araw de banane, le couscous et le thiacy de banane. La farine de banane est essentiellement utilisée pour la nutrition des enfants et permet de lutter contre la malnutrition. Les autres produits comme le sankal, le thiacy, le araw et le couscous sont utilisés pour l'alimentation de l'ensemble de la famille. Ces produits sont également utilisés comme intrants pour préparer des plats ordinaires comme le Ngourbane, le lakh, le fondé, bassé... qui entrent bien dans les habitudes alimentaires des Sénégalais.
- La troisième communication a permis de partager l'expérience de Cassava Agro Industries sur la transformation du manioc au Nigéria. Le manioc peut être transformé en copeaux et granulés pour animaux (bovins, ovins, caprins, les poules, etc.), en farine, en édulcorant, en huile de cuisine et éthanol, ou encore en amidon utilisable en confiserie ou comme arôme. De nombreux marchés pour ces sous-produits du manioc restent donc à exploiter.

5.3 Politiques encourageant la transformation agro-alimentaire

Le panel 3 a été introduit par trois présentations introductives à savoir : l'environnement des affaires dans le secteur de la transformation agro-alimentaire par l'ITA/Sénégal ; les potentialités de transformation agro-alimentaire en Afrique de l'Ouest, par African Center for Economic Transformation (ACET)/Ghana ; et la stratégie opérationnelle de développement de l'industrie agroalimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest par le CILSS.

- La première communication a permis de mettre en exergue la cohabitation entre un secteur moderne, structuré et un secteur composé d'une multitude d'unités formelles et informelles de transformation (PME, PMI et micro entreprises) avec une main d'œuvre surtout féminine. Le secteur moderne structuré utilise en grande partie des matières premières importées. Malgré les nombreuses initiatives régionales et internationales, le secteur agro-alimentaire est confronté à plusieurs contraintes, parmi lesquelles :
 - l'accès à un crédit adapté pour l'investissement et le fonds de roulement ;
 - l'approvisionnement en matière première de qualité, son stockage et sa conservation ;
 - l'accès aux technologies (équipements de transformation) adaptées aux matières premières locales et à l'échelle de production ;
 - les coûts de productions élevés (électricité, emballages, stockage, manutention) ;
 - l'accès à des emballages adaptés et compétitifs ;
 - la qualité, la standardisation et la traçabilité des produits transformés, etc...

- La deuxième présentation visait à proposer des potentialités d'agro-industries en Afrique de l'Ouest. Il s'agissait à travers 5 produits (cacao, coton, fruit, palmier, soja) d'étudier des opportunités clés, d'identifier les étapes nécessaires pour développer des politiques efficaces pour la promotion des secteurs agro-alimentaires et de décliner les entraves à la politique actuelle.

- La dernière présentation était axée sur la stratégie de développement de l'agro-industrie au Sahel et en Afrique de l'Ouest du CILSS. Après le rappel des défis et objectifs stratégiques, celle-ci s'est appesantie sur le dispositif de mise en œuvre (institutionnel, planification, mécanisme de suivi-évaluation, de capitalisation et de vulgarisation) et les mesures d'accompagnements. Parmi celles-ci figurent :
 - l'appui au renforcement des capacités opérationnelles des structures de recherche appliquée et autres prestataires de services ;
 - l'amélioration du financement des investissements et services de développement des promoteurs : investissements à caractère privé, services d'étude et de formation des entreprises ;
 - la création d'une synergie d'action et d'un cadre de concertation entre les transformateurs, les équipementiers, la recherche et les partenaires techniques et financiers du secteur de la transformation.

A l'issue des panels, il est ressorti des débats quelques points saillants qui méritent d'être approfondis :

- Bien que la région ouest africaine regorge d'énormes potentialités en termes de matières premières agricoles, celles-ci sont peu exploitées et transformées du fait à d'un manque d'accès au crédit, aux technologies, aux infrastructures (e.g. non-respect de la chaîne du froid pour le lait), aux équipements et aux marchés, en particulier aux marchés urbains. Le développement limité des industries de transformation est aussi lié à la difficulté d'approvisionnement en matières premières de bonne qualité à un prix abordable et de manière régulière.
- Face au manque de produits locaux transformés, la majeure partie de la demande urbaine croissante pour les produits alimentaires transformés est comblée par des importations. Il est pourtant nécessaire de réduire la dépendance des Etats vis-à-vis des importations.

- La recherche-développement est cruciale pour assurer le développement de variétés adaptées à différents débouchés commerciaux et au développement d'équipement de transformation adaptées au contexte local.
- La transformation du manioc et de la banane démontre qu'il existe un très large éventail de produits transformés potentiels qui restent encore à exploiter.
- Des politiques publiques incitatives à la transformation agro-alimentaire au Nigeria ont appuyé le développement du secteur, en particulier des incitations à l'exportation et des zones de libre échange.
- A travers les acquis du programme PROCELOS, le CILSS a un rôle important à jouer dans la redynamisation du secteur de la transformation des produits locaux.

VI. ECHANGES SUR LE LIEU ET LE THEME DE LA 28EME REUNION RPCA EN 2012 ET SON RENFORCEMENT A LA PRISE DE DECISION

La 28^{ème} réunion du RPCA se tiendra en décembre 2012 au Burkina Faso. Parmi les thèmes proposés, on peut retenir :

- Enjeux et défis nutritionnels au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- Innovations technologiques et sécurité alimentaire ;
- Population/démographie et sécurité alimentaire ;
- Maîtrise de l'eau et sécurité alimentaire.

Le choix définitif du thème aura lieu lors de la réunion restreinte du RPCA en avril 2012.

Concernant le renforcement du Réseau, la CEDEAO et l'UEMOA ont réitéré leur engagement pour le portage politique du RPCA et à contribuer techniquement et financièrement à l'organisation des travaux. De même, la CEDEAO s'est engagée à porter les conclusions de la 27^{ème} réunion RPCA à son prochain Conseil de Ministres prévu le 19-20 décembre 2011. De son côté, l'UEMOA a réaffirmé son engagement à porter plus d'attention aux résultats de la rencontre.

Les animateurs du Réseau, à savoir le Secrétariat Exécutif du CILSS et le Secrétariat du CSAO se sont engagés à prendre ultérieurement contact avec les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, en vue de la concrétisation de leur engagement pour une contribution technique et financière aux activités du Réseau, notamment le cofinancement de la 28^{ème} Réunion en fin 2012.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La production céréalière prévisionnelle de la campagne agricole 2011/2012 dans l'espace CILSS et CEDEAO estimée à 55,4 millions de tonnes accuse une hausse de 4% par rapport à la moyenne des 5 dernières années et une baisse de 8% par rapport à celle de l'année dernière. Dans un contexte marquée de croissance démographique élevée, le Sahel avec une production céréalière de 16,6 millions de tonnes, enregistre une baisse de 2% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et une baisse de 2 % par rapport à l'année dernière. Les baisses les plus prononcées sont de 23% et 38% par rapport à la moyenne quinquennale, de 50% et de

52% par rapport à la campagne 2010/2011 sont enregistrées respectivement au Tchad et en Mauritanie.

A cela s'ajoutent les niveaux élevés des prix des produits alimentaires et la baisse des revenus des populations qui fragilisent davantage la situation alimentaire des populations vulnérables vivant dans des zones pastorales et pastorales. Dans ces zones, ces ménages les plus démunis ne pourront ni préserver leurs moyens de production, ni s'assurer d'une consommation alimentaire adéquate. En conséquence, face à cette situation, des réponses adaptées sont nécessaires notamment dans toute la bande sahélienne au Tchad, la zone agropastorale de la Mauritanie, le Nord des régions de Kayes et Koulikoro et le Delta du fleuve Niger au Mali, le Nord, Centre Nord et Est du Burkina Faso, les régions de Niamey, Tillabéry, Sud-Est de Zinder au Niger et certaines zones localisées du Sénégal et de la Gambie. Cela exige donc, à la fois des actions à court et moyen termes pour prévenir une crise alimentaire et nutritionnelle grave localisée au Sahel en 2012.

Par ailleurs, cette rencontre a été également l'occasion d'échanger sur le thème central « transformation agro-alimentaire et sécurité alimentaire ». En effet, les discussions et débats engagés autour des trois (3) panels ont permis d'approfondir la réflexion quant à la place et le rôle que pourrait jouer la valorisation et la transformation des produits agricoles dans l'atteinte de la sécurité alimentaire.

A l'issue des travaux de la réunion, les membres du Réseau recommandent :

➤ **Concernant la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest**

A l'endroit des Etats :

- Eviter toutes actions de nature à empêcher le bon fonctionnement des marchés et les échanges transfrontaliers ;
- Conduire les enquêtes de vulnérabilité afin d'affiner le ciblage des populations vulnérables et de proposer des réponses appropriées ;
- Poursuivre et initier dans les meilleurs délais des actions d'assistance aux populations vulnérables et renforcer leurs moyens d'existence ;
- Développer les cultures de contre-saison partout où c'est possible ;
- Appuyer les éleveurs en aliment pour bétail, tout en facilitant la transhumance, en encourageant le déstockage des animaux dans les zones à déficit fourrager élevé et en réhabilitant les points d'eau ;
- Encourager les offices céréaliers à coordonner les actions de reconstitution des stocks nationaux de sécurité alimentaire afin d'éviter la concentration des achats locaux dans l'espace et dans le temps ;
- Anticiper les pics de malnutrition aiguë dans les zones à risque en renforçant les dispositifs de prévention et de prise en charge ;
- S'investir davantage dans les actions structurelles visant à apporter des réponses durables de long terme à l'insécurité alimentaire ;
- Promouvoir l'utilisation des produits transformés pour lutter efficacement contre la malnutrition des enfants.

A la CEDEAO et à l'UEMOA :

- S'impliquer davantage dans le financement durable des dispositifs nationaux et régionaux d'information sur la sécurité alimentaire ;
- Veiller à l'application des textes réglementaires notamment la libre circulation des personnes et des biens et le respect de la Charte de prévention et de gestion des crises alimentaires ;
- Accélérer la mise en place de la réserve alimentaire régionale.

Aux dispositifs régionaux d'information et d'alerte rapide (CILSS/FAO/FEWS NET/PAM) :

- Effectuer rapidement les missions conjointes pour identifier les populations vulnérables, cibler les besoins d'assistance et appuyer les plans de réponse des pays ;
- Appuyer les Etats à accélérer le traitement des enquêtes agricoles ;
- Assurer l'évaluation des marchés et des flux transfrontaliers ;
- Assurer le suivi permanent des entraves au commerce régional.

Aux partenaires techniques et financiers :

- Contribuer au financement des plans d'urgence élaborés par les Etats ;
- Appuyer les missions conjointes d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle programmées par le dispositif régional PREGEC en appui aux pays ;
- Soutenir davantage les dispositifs régionaux d'information et d'alerte rapide (fonctionnement et développement des outils d'analyse).

➤ **Concernant la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires**

Aux États, aux Organisations Inter-gouvernementales (CILSS, CEDEAO, UEMOA) et aux partenaires techniques et financiers :

- S'engager dans la mise en œuvre effective de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires adoptée par les Ministres de l'Agriculture des pays de la CEDEAO, du Tchad et de la Mauritanie le 17 novembre à Conakry, Guinée, ainsi que celle de la feuille de route pour la mise en place d'une réserve alimentaire en Afrique de l'Ouest.

➤ **Concernant la transformation agro-alimentaire et sécurité alimentaire**

A l'endroit des Etats :

- Soutenir la production des produits agricoles nécessaires aux unités de transformation et appuyer particulièrement le respect de standards régionaux ;
- Réviser les politiques de taxation pour assurer un meilleur accès aux équipements de transformation et réduire le coût des analyses en laboratoire ;
- Rendre effective la libre circulation des services et des biens ;
- Revoir les codes d'investissement pour faciliter l'accès au capital nécessaire au développement des PME impliquées dans la transformation agro-alimentaire ;
- Promouvoir l'énergie solaire.

Aux organisations intergouvernementales (CILSS, CEDEAO, UEMOA) :

- Organiser dans les plus brefs délais une concertation entre les trois organisations en vue de convenir du lancement d'un Programme régional intégrée de promotion de la transformation agro-alimentaire des produits locaux ;
- Organiser une conférence régionale pour le lancement du Programme régional de promotion de la transformation des produits locaux ;
- Développer des campagnes d'information et de promotion de la valeur ajoutée des produits locaux en vue de promouvoir la consommation des produits locaux transformés ;
- Mettre en place une task force sur la transformation agro-alimentaire afin de saisir les opportunités offertes dans ce domaine à travers le principe de cofinancement.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Ordre du jour

Jeudi 08 décembre 2011

08h00-08h30 Accueil et enregistrement des participants

Ouverture

08h30-09h30

- Mot de bienvenue par Mme Eva Ortet, Ministre du Développement Rural du Cap-Vert
- Allocution de M. François-Xavier de Donnea, Président du CSAO/OCDE
- Allocution de M. Ibrahim Diémé, Commissaire DDRRE de l'UEMOA
- Allocution du Dr. Djimé Adoum, Ministre Coordonnateur du CILSS
- Ouverture officielle de la réunion par M. José Maria Neves, Premier Ministre du Cap Vert

09h30 – 10h00 Mise en place du présidium et validation du programme
Président : Dramane Coulibaly
Rapporteurs : CILSS/CSAO/FEWS NET

10h00-10h30 *Pause café*

SESSION 1 : Situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Modérateur: M. Jorge Oliveira, USAID/WA

10h30-11h40 **Présentation de la situation agricole et alimentaire**

1. Bilan prévisionnel de la campagne agricole 2011-2012, implications pour la sécurité alimentaire et recommandations :
 - Mme Maty Ba Diao, CILSS/AGRHYMET (20 mn)
2. Évolution des marchés des denrées alimentaires au niveau régional et international :
 - M. Moussa Cissé, CILSS/SE, M. Ibrahim Laouali, FEWS NET, M. Jean Senahoun, SMIAR/FAO (30 mn)
3. Perspectives alimentaires, M. Salif Sow, FEWS NET (10 mn)
4. Plan d'action pour la prévention et la gestion de la situation alimentaire, M. Amadou Mactar Konaté, CILSS/SE, M. Abdou Karim Keïta, CILSS/SE (10 mn)

11h40-12h30 Discussion

12h30-13h00 Panel avec les acteurs humanitaires : Actions envisagées au regard de la situation alimentaire (PAM, FAO, OCHA, ECHO)

13h00-13h30 Discussion générale

13h30- 14h30 *Pause déjeuner*

**SESSION 2 : RESOGEST , Stratégie régionale de stockage alimentaire
et Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires**

Président/Modérateur : M. Amadou Hébié, UE

8h30-9h00	Point sur le processus et résultats par la CEDEAO, l'UEMOA, le CILSS, et le CSAO-OCDE
9h00-9h30	Discussion sur le processus

SESSION 3 : Transformation agro-alimentaire et sécurité alimentaire

Président : M. Jean Sibiri Zoundi, Secrétariat CSAO-OCDE

09h30-10h30 **Panel 1 : Enjeux et défis de la transformation agro-alimentaire**

Modérateur : M. El Hadj Dramane Coulibaly, Coordonnateur des programmes du CILSS

1. Introduction du panel par El Hadj Dramane Coulibaly (10 mn)
2. Présentations introductives :
 - Transformation des céréales locales, Mme Caroline Bah, Afrique Verte (15 mn)
 - Transformation du lait local, M. Oualyou W. S. Ouermi, Ingénieur agronome et zootechnicien, Burkina Faso (15 mn)
3. Intervention des panélistes (20 mn):
 - M. Pierre Ndiaye, DG-Mamelle JABOOT, Sénégal
 - Mme Malle Yaya, Président FENATRA, Mali

10h30-11h00 Discussion

11h00-11h15 *Pause café*

11h15-12h20 **Panel 2 : Initiatives réussies en matière de transformation agro-alimentaire**

Modérateur : Prof. Amadou Tidiane Guiro (UCAD Sénégal)

1. Introduction du panel par Prof. Amadou Tidiane Guiro (10 mn)
2. Présentations introductives :
 - Expérience du CILSS et des opérateurs appuyés par le CILSS de 1988 à 2004 à travers le PROCELOS, M. Mamadou Diouf, CILSS (10 mn)
 - Transformation de la banane, Mme Jeanne Marie Sarr, Association des Producteurs de la Vallée du fleuve Gambie (APROVAG), Sénégal (10 mn)
 - Transformation du manioc, M. Boma Simeon Anga, Cassava Agro-industrie, Nigeria (10 mn)

3. Intervention des panélistes (15 mn) :

- Mme Caroline Bah, Afrique Verte
- Mme Zoundi/Kafando Simone, Présidente FIAB, Burkina Faso
- Malé Maïmouna Diori, DG Laitière du Sahel, Niger

12h20-12h50 Discussion

12h50-14h30 *Pause déjeuner*

14h30-15h25 **Panel 3 : Politiques encourageant la transformation agro-alimentaire**

Modérateur : Dr. Yamar Mbodj, Directeur Exécutif (Hub Rural Sénégal)

1. Introduction du panel par Dr Yamar Mbodj (10 mn)

2. Présentations introductives :

- Environnement des affaires du secteur de la transformation agro-alimentaire, Mme Ndeye Thi Thin Seye Doumouya, ITA Sénégal (10 mn)
- Développement des potentialités de transformation agro-alimentaire en Afrique de l'Ouest, Dr. Francis Mulangu, African Center for Economic Transformation (ACET), Ghana (10 mn)
- Stratégie opérationnelle de développement de l'industrie agroalimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, M. Rasmané Ouédraogo, CILSS (10 mn)

3. Interventions des panélistes (15 mn):

- Mr. Kerfalla Camara, DG-MGE Guinée
- M. Boma Simeon Anga, Cassava Agro-industrie, Nigeria Rice

15h25- 16h05 Discussion

16h05-16h20 *Pause café*

16h20- 17h30 Synthèse et discussion générale sur tous les panels

Samedi 10 décembre 2011

CONCLUSIONS ET CLOTURE

Président : CILSS et CSAO

- 08h30-10h00
- Echanges sur le thème et lieu de la réunion de la 28^{ème} réunion du RPCA en 2012
 - Échange sur le renforcement de la contribution du Réseau à la prise de décision au sein des organisations intergouvernementales régionales
 - Validation du communiqué final et des principales conclusions et recommandations

10h00-10h30 *Pause café*

Cérémonie de clôture :

- 10h30-12h00
- Lecture du communiqué final de la réunion
 - Clôture officielle par Mme Eva Ortet, Ministre du Développement Rural du Cap-Vert

ANNEXE 2 :

Production céréalière brute de la campagne 2011/2012 et comparaison avec les 5 dernières années

Unité : millier de tonnes

Pays	Résultats 2010-2011	Résultats 2011-2012	Ecart (%) 2011/2010	Ecart (%) 2011/Moy (2006-2010)	Ecart (%) 2011/Moy (2005-2009)
Burkina Faso	4 561	3 823	-16%	-1%	4%
Cap Vert	7,0	5,6	-21%	-13%	-2%
Gambie	363	242	-33%	-9%	3%
Guinée Bissau	237	281	19%	36%	39%
Mali	6 418	5 139	-20%	13%	30%
Mauritanie	259	124	-52%	-38%	-34%
Niger	5 264	3 832	-27%	-9%	-2%
Sénégal	1 768	1 501	-15%	4%	9%
Tchad	3 248	1 620	-50%	-23%	-12%
CILSS	22 124	16 568	-25%	-2%	8%
Bénin	1 527	1 793	17%	37%	45%
Côte d'Ivoire	1 553	1 446	-7%	6%	8%
Ghana	2 907	2 994	3%	31%	44%
Nigeria	26 885	26 764	-0,4%	-0,2%	0,4%
Liberia	296	298	1%	3%	4%
Togo	1 046	1 058	1%	10%	15%
Sierra leone	1 221	1 184	-3%	30%	51%
Guinée	2 852	3 301	16%	31%	39%
Pays Côtiers	38 288	38 838	1%	7%	9%
Ensemble Zone	60 411	55 406	-8%	4%	9%
Zone UEMOA	22 374	18 873	-16%	5%	14%
Zone CEDEAO	56 905	53 662	-6%	5%	9%

ANNEXE 3

BILAN CEREALIER PREVISIONNEL 2010/2011 (CILSS)

POSTES	PAYS	BURKINA FASO	CAP-VERT	GAMBIE	G-BISSAU	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	CILSS
Population au 30/04/2012		16 692 477	543 590	1 790 083	1 669 150	16 141 916	3 427 859	16 274 738	12 770 000	12 536 069	81 845 882
I. DISPONIBILITES		3 383 563	31 525	296 895	185 917	4 348 124	245 056	3 432 727	1 276 919	1 387 168	14 587 893
Production											
Production brute		3 822 882	5 569	241 900	281 221	5 138 751	124 367	3 831 790	1 501 140	1 620 349	16 567 969
Production disponible		3 166 998	4 734	200 895	180 676	4 018 415	82 184	3 239 825	1 148 469	1 328 323	13 370 517
Stocks initiaux											
. Paysans		152 570	-	-	-	245 442	-	113 034	-	18 500	529 546
. autres		63 995	26 791	96 000	5 241	84 267	162 872	79 868	128 450	40 345	687 829
II. BESOINS		3 415 212	127 888	375 265	296 252	3 792 493	709 853	3 884 464	2 525 430	2 012 735	17 139 592
Norme de consommation (kg/hbt/an).		190	206	175	175	214	176	231	185	159	-
Consommation humaine		3 171 571	111 980	313 265	292 101	3 454 370	603 303	3 759 464	2 362 450	1 993 235	16 061 739
Stocks finaux		243 641	15 908	62 000	4 151	338 123	106 550	125 000	162 980	19 500	1 077 853
. Paysans		208 816	-	-	-	253 853	-	-	40 000	-	502 669
. Autres		34 825	15 908	62 000	4 151	84 270	106 550	125 000	122 980	19 500	575 184
III. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-)		-31649	-96 363	-78 370	-110 336	555 631	-464 797	-451 737	-1 248 511	-625 567	-2 551 699
BRUT.											
IV. SOLDE IMPORT/EXPORT		266 902	75 500	113 132	85 502	235 616	404 610	433 367	1 221 200	170 000	3 005 829
. importations commerciales		284 132	66 500	147 198	80 667	250 592	394 610	395 045	1 200 000	30 000	2 848 744
. aides prévues		4 378	9 000	1 934	4 835	16 230	10 000	38 322	21 200	140 000	245 899
. exportations prévues		21 608	-	36 000	-	31 206	-	-	-	-	88 814
V. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) NET.		235 253	-20 863	34 762	(24 834)	791 247	-60 187	(18 370)	(27 311)	-455 567	419 368

Source: CILSS/AGRHYMET/ NOV 2011

ANNEXE 4

BILAN CEREALIER PREVISIONNEL 2011/2012											
Tonnes			UEMOA								
	PAYS	BENIN	BURKINA FASO	COTE D'IVOIRE	G-BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA	
	POSTES										
	Population au 30/04/2011	9364619	16 692 477	22 710 172	1 669 150	16 141 916	16 274 738	12 770 000	5 753 324	101 376 396	
L	DISPONIBILITES	1480889	3 383 563	1 222 465	185 917	4 348 124	3 432 727	1 276 919	884 393	16 214 995	
	Production										
	Production brute	1 790 269	3 822 882	1 499 053	281 221	5 138 751	3 831 790	1 501 140	1 058 398	18 923 504	
	Production disponible	1 473 108	3 166 998	1 063 465	180 676	4 018 415	3 239 825	1 148 469	877 192	15 168 146	
	Stocks initiaux										
	. Paysans	6 060	152 570	-	-	245 442	113 034	-	-	517 106	
	. autres	1721	63 995	159 000	5 241	84 267	79 868	128 450	7 201	529 743	
	IL.BESOINS	1 821 632	3 415 212	2 337 466	296 252	3 792 493	3 884 464	2 525 430	822 725	18 895 676	
	Norme de consommation (kg/hbt/an).	187	190	95	175	214	231	185	143		
	Consommation humaine totale	1 751 184	3 171 571	2 157 466	292 101	3 454 370	3 759 464	2 362 450	822 725	17 771 332	
	Stocks finaux	70 449	243 641	180 000	4 151	338 123	125 000	162 980	-	1 124 344	
	. Paysans	64 377	208 816	-	-	253 853	-	40 000	-	567 046	
	. Autres	6 071	34 825	180 000	4 151	84 270	125 000	122 980	-	557 297	
	III.EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) BRUT.	-340 744	-31 649	-1 115 002	-110 336	555 631	-451 737	-1 248 511	61 667	(2 680 680)	
	IV.SOLDE IMPORT/EXPORT.	436123,4	266 902	1 682 019	85 502	235 616	433 367	1 221 200	132 289	4 493 018	
	.importations commerciales	455256,7	284 132	1 806 146	80 667	250 592	395 045	1 200 000	133 474	4 605 312	
	. aides prévues	12163,7	4 378	-	4 835	16 230	38 322	21 200	-	97 129	
	. exportations prévues	0	21 608	124 127	-	31 206	-	-	1 185	178 126	
	V. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) NET.	95 380	235 253	567 017	-24834	791 247	-18 370	-27 311	193 956	1 812 338	
Source: CILSS/AGRHYMET/ Nov2011											

ANNEXE 5

BILAN CEREALIER PREVISIONNEL 2011/2012																
PAYS	CEDEAO*															
	BENIN	BURKINA	CAP-VERT	CÔTE D'IVOIRE	GAMBIE	GHANA	GUINEE	G-BISSAU	MALI	NIGER	NIGERIA	LIBERIA	SENEGAL	SIERRA LEONE	TOGO	CEDEAO*
POSTES																
Population au 30/04/2011	9364619	16 692 477	543 590	22 710 172	1 790 083	24 877 464	11 400 601	1 669 150	16 141 916	16 274 738		3 700 000	12 770 000	5 890 080	5 753 324	260 140 599
I. DISPONIBILITES	1480889	3 383 563	31 525	1 222 465	296 895	2 302 670	3 301 200	185 917	4 348 124	3 432 727		226 988	1 276 919	745 767	884 393	15 268 341
Production																
Production brute	1790269	3 822 882	5 569	1 499 053	241 900	2 993 500	-	281 221	5 138 751	3 831 790		253 690	1 501 140	1 333 125	1 058 398	13 988 003
Production disponible	1473107.65	3 166 998	4 734	1 063 465	200 895	2 098 670	-	180 676	4 018 415	3 239 825		164 899	1 148 469	745 767	877 192	10 997 351
Stocks initiaux																
. Paysans	6060	152 570	-	-	-	-	-	-	245 442	113 034		-	-	-	-	265 604
. autres	1721	63 995	26 791	159 000	96 000	204 000	-	5 241	84 267	79 868		62 089	128 450	-	7 201	704 186
II. BESOINS	1821632	3 415 212	127 888	2 337 466	375 265	2 538 526	2 120 512	296 252	3 792 493	3 884 464		476 886	2 525 430	643 727	822 725	16 395 197
Norme de consommation (kg/hbt/an).	187	190	206	95	175	91	186	175	214	231		120	185	109	143	1 731
Consommation humaine totale	1 751 184	3 171 571	111 980	2 157 466	313 265	2 263 849	2 120 512	292 101	3 454 370	3 759 464		444 000	2 362 450	643 727	822 725	33 869 684
Stocks finaux	70448.73	243 641	15 908	180 000	62 000	274 677	-	4 151	338 123	125 000		32 886	162 980	-	-	938 263
. Paysans	64377.3805	208 816	-	-	-	-	-	-	253 853	-		-	40 000	-	-	208 816
. Autres	6071.35148	34 825	15 908	180 000	62 000	274 677	-	4 151	84 270	125 000		32 886	122 980	-	-	729 447
III. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) BRUT	-340744	-31649	-96363	-1115002	-78370	-235857	1180688	-110336	555631	-451737		-249899	-1248511	102040	61667	(1 126 856)
IV. SOLDE IMPORT/EXPORT.	436123.4	266 902	75 500	1 682 019	113 132	444 093	-	85 502	235 616	433 367		296 000	1 221 200	90 961	132 289	3 528 804
. importations commerciales prévues	455256.7	284 132	66 500	1 806 146	147 198	445 417	-	80 667	250 592	395 045		296 000	1 200 000	89 581	133 474	3 654 579
. aides prévues	12163.7	4 378	9 000	-	1 934	-	-	4 835	16 230	38 322		-	21 200	1 380	-	58 469
. exportations prévues	0	21 608	-	124 127	36 000	1 324	-	-	31 206	-		-	-	-	1 185	184 244
V. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) NET.	95380	235 253	-20863	567017	34762	208236	1180688	-24834	791 247	-18370		46102	(27 311)	193001	193956	2 401 948

Source: CILSS/AGRHYMET/ Nov 2011

* Sans le Nigeria (données non parvenues)

LISTE DES PARTICIPANTS

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
OFFICIELS			
1.		Son Excellence Mr. José Maria Neves Premier Ministre	Praia – Cap-Vert
2.		Mme Eva Ortet Ministre du Développement Rural	Praia – Cap-Vert
3.		Dr. Djimé Adoum Ministre Coordonnateur du CILSS Ministre de l’Agriculture et de l’Irrigation	BP. 441 – N’Djaména Tel. (235) Email :
4.		Mr. François-Xavier de Donnea Président du CSAO	557 Av. Louise BP. 1050 Bruxelles - Belgique Tel. (+32) 2 54 98 417 Fax (+32) 2 54 99 151 Email : francois.dedonnea@scarlet.be
5.		Prof. Alhousseini Bretaudeau Secrétaire Exécutif du CILSS	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : se.cilss@cilss.bf
6.		Mr. Ibrahima Diémé Commissaire chargé du Département de l’Agriculture, des Ressources Naturelles et de l’Environnement de l’UEMOA	01 BP. 543 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 31 88 73\76 Fax (+226) 50 31 88 72 Email : idieme@uemoa.int
7.	FIAB	Simone Zoundi Présidente de la Fédération Nationale des Industries de l’Agroalimentaire	01 BP. 1749 – Ouagadougou 01 Tél. (+226) 50 36 10 82\70 23 11 56 Email : sodepal1@fasonet.bf \ sodepal3@yahoo.fr \ info@fiab.bf \ afcb@hotmail.fr
8.	ATCB	Samsonna Biego Président Association des Transformateurs de Céréales	06 BP 10100 Ouagadougou Tél. (+226) 50 45 41 33 Email : ctrapa@hotmail.fr \ atcb@hotmail.fr
9.	ACET	Francis Mulanga Agricultural Economist African Center for Economic Transformation	50 Liberation Rd PMB CT4, Cantonment – Accra Tel. (+233) 020 31 00 681\30 22 53 638 Fax (+233) 30 22 581 40 Email : fmmulanqu@acetforafrica.org

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
10.	MGE	Kerfalla Camara Directeur Executif Maison Guinéenne de l'Entrepreneur	Quartier cimenterie\Commune Ratoma BP. 3450 – Conakry Tel. (224) 62 60 74 15\64 44 90 66 Email : kerfcam@yahoo.fr@
11.	FENATRA	Yaya Mallé Président Fédération Nationale des Transformateurs des Produits Agro alimentaires du Mali	Rue Mohamed V BP. E 163 - Bamako Tél. (+223) 66 73 43 78\76 48 27 15 Email : nakoverger@yahoo.fr / fenatramali@yahoo.fr
12.	DANAYA CEREALES	Halatou Dem Directrice	BP. 5049 - Bamako Tél. (+ 223) 76 55 47 52\ 20 28 44 99\65 86 95 50 Email : dem_halatou@yahoo.fr
13.	LA LAITIERE DU SAHEL	Maïmouna Male Idi Diori Directrice Générale	Quartier Yantala 2eme forage BP. 2327 - Niamey Tél. (+227) 90 99 99 30\96 97 38 78 Email : mmaimouna4@yahoo.fr
14.	CASSAVA AGRO INDUSTRIE SERVICES	Boma Simeon Anga Executive Chairman	House 32, 351 Road, off 3 rd Avenue, Gwarinpa Estate Abuja - Nigéria Tel. (+234) 803 303 1097, 929 073 66 Fax: (+234), (922 240 46 Email: bomaanga@yahoo.com \ Boma-anga1@gmail.com boma@cassavaagroindustries.com
15.	MAMELLES JABOOT	Pierre Ndiaye Directeur Général	SICAP MBAO Lot 03 BP. 20668 - Dakar Tél. (+221) 33 879 13 79 Fax (+221) 33 834 84 46 Email : yaourtjaboot@orange.sn
16.	APROVAG	Jeanne Marie Sarr Chargée de Programme Transformation Association des Producteurs de la Vallée Fleuve Gambie	Quartier abattoirs Tambacounda BP. 286 Tel. (+221) 77 438 36 08 Fax (+221) 33 981 50 62 Email : jeanne.sarr@aprovag.org \ dicilemaus@hotmail.com
17.	FP2A/ TRANSFRULEG	Mariama Mbodji Présidente	s/c PROCELOS BP. 22435 Dakar Tél. (+221) 33 827 39 75 Mobile (+221) 77 637 20 27 Email : mariadisfr@yahoo.fr
18.	CONSULTANT	Mamadou Diouf Expert Technologie céréalière Retraité, Consultant indépendant	BP. 2765 Dakar - Sénégal Tél. (+221) 77 524 89 18 Email : dioufpadre@hotmail.com

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
19.	ITA	Ndeye Thi Tinh Doumouya née Seye Directrice des Relations Extérieures	Route des Pères Maristes Hann BP. 2765 Dakar - Sénégal Tél. (+221) 33 859 07 07/33 859 07 18\ 77 633 62 84 Fax (+221) 33 832 82 95 Email : ndoumouya@ita.sn \ nttseye@yahoo.fr
20.	UCAD	Pr of. Amadou Tidiane Guiro Professeur Titulaire Nutrition et Alimentation Faculté des Sciences et Techniques Université Cheikh Anta Diop de Dakar	BP 5005 Dakar - Sénégal Avenue Cheikh Anta Diop Tél. (+221) 76 397 94 11\33 869 27 66 / 33 825 28 83/ 33 825 05 30/33 832 08 80 Fax (+221) 33 825 28 83 Email : atgiuro@refer.sn amadou.guiro@ucad.edu.sn
21.	LE HUB RURAL AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE	Yamar Mbodj Directeur Exécutif	Sacre Cœur III – n° 10406 Dakar - Sénégal Tel. (+221) 33 869 96 40 Fax (+221) 33 869 81 75 Email : yamarm@hubrural.org
22.	Ets SOCMEL	Delphine Doélé Dadzie Transformatrice de céréales	2eme rue après la gendarmerie Agoe Demapkoé BP. 309 Lomé - Togo Tél. (+228) 22 38 55 08 / 90 91 71 57 / 99 46 89 34\22 50 78 32 Email : socmeltogo@yahoo.fr
23.	CAP-VERT	Joa Francisco Monteiro GTP\Ingénieur en Protection des Végétaux /INIDA-MDR Centro Experimental de S. Domingos	BP. 85 - Praia Tel. (+238) 26 81 717 Email : joaomonteiro1986@hotmail.com
24.		Clarimundo Gonçalves DGPOG/MDR	BP. 115 – Praia Tél. (+238) 261 57 16 Email : climundo.goncalves@mdr.gov.cv
25.		Maria Auxiliadoro do Cruz Ministère du Développement Rural	Rua de San Francisco-St Antao BP. 12 - Praia Tel. (+238) 221 12 75\99 84 09 Fax (+238) 221 12 25 Email : M.A.Fortes@mdr.gov.cv \ sissyacruz26@hotmail.com
26.		Maria Ivone Lopes Directrice du Service de Qualité Direction Générale des Pêches	CP. 206 Fazenda – Praia Tel. (+238)261 37 58\67 Fax (+238)261 37 58 Email : Maria.i.lopes@dgpeseas.gov.cv

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
27.	CAP-VERT	Clara Correia Furtado Tecnica Ministère du Développement Rural (MDR)	Palmarejo - Praia Tel. (+238) 984 41 84 Email : clazema@yahoo.com.br
28.		Nosolino Sanchez Miranda Presidente du Concelho Directivo Associação Agro Hortelao	Tarrafal - Praia Tel. (+238) 273 66 23\273 16 30\273 66 22 Fax (+238) 273 14 18\273 14 05 Email : nosolinomiranda@hotmail.com
29.		Diva Lekhrajmal Nutritionniste Direction des services de sécurité alimentaire	Praia Tel. (+238) 264 78 49 Fax (+238) 264 78 49 Email : diva.lekhrajmal@mdr.gov.cv
30.		Antonia Joana Silva Formadora Educação Nutricional Caritas Caboverdiana	Tel. (+238) 261 17 07 Fax (+238) 261 17 07 Email : caritas.cv @cvtelecom \ antonia.solidade@gmail.com
31.		Irina Monteiro Spencer Maia Responsable Programme National de Nutrition\ Ministère de la Sante	CP. 47 - Praia Tel. (+238) 2610 115\2610 125 Fax (+238) 2610 125 Email : irina.spencer@govcv.gov.cv
32.		Idana Andrade Furtado Deleguacao MDR Ste Catarina	Praia Tel. (+238) 265 11 84\265 18 09\927 33 33 Fax (+238) 265 20 55 Tel. idanasoraya@hotmail.com
33.		Carla Helena Marques Tavares Directrice Générale de l`Agriculture, de la Sylviculture et de l`Elevage Ministère du Développement Rural	BP. 278 – Praia Tel. (+238) 264 75 44 Fax (+238) 264 75 44 Email : Carla.h.tavares@mdr.gov.cv
34.		Rizulera Monteiro Silva Jornalistoa	Praia Tel . (+238) 950 43 48 Email : rizulera@yahoo.com
35.		Dulce Helena Pereira Borges Jornalistoa	Praia Tel . (+238) 997 39 08 Email : mileraedo@live.com
36.		Oswaldo Monteiro Chantre Technicien Direction de la Sécurité alimentaire\MDR	Praia Tel. (+238) 264 78 49 Email : omchantre@hotmail.com \ osvaldo.chantre@mdr.gov.cv
37.	Daniel Dos Anjos Xavier Da Luz Tecnico DGASP\GTP Ministerio Desenvolvimento Rural	BP. 115 – Praia Tel . (+238) 264 75 39\264 72 27\997 62 99 Fax (+238) 264 75 44 Email : danieluzxavier@hotmail.com	

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
38.	CAP-VERT	Januario Da Rocha Nascimento President ADAD	BP. 20 A – Praia Tel. (+238) 261 26 50 Fax (+238) 261 26 50 Email : januariorafa@gmail.com
39.		Felisberto Moreira PCA FICASE	BP. 21 A – Praia Tel. (+238) 262 15 45 Fax (+238) 262 31 87 Email : felisberto.moreira@ficase.gov.cv felisbertomoreira@hotmail.com
40.		Eveline Nair Monteiro Ramos Delegada Do MDR Tarrafal	Praia Tel. (+238) 266 19 73\266 11 11 Fax (+238) 266 22 36 Email : matarrafal@cvtelecom.cv
41.		Manuel Barbosa Amado Engenheiro	CP. 19 – Praia Tel. (+238) 991 41 15 Fax (+238) 261 99 60 Email : manuelcv@yahoo.com
42.		Ana Celeste Santos Tecnica Agence Nationale de la Sécurité Alimentaire	Praia Tel. (+238) 262 62 90\96 Fax (+238) 262 62 97\98 Email : anac.santos@ansa.gov.cv
43.		Valentina Santos Associação National Municipios Cabo Verde	Praia Tel. (+238) 262 36 34\35 Fax (+238) 262 36 32 Email : anmcv@sapo.cv
44.		Carin Gerard Technicienne Environnement Association de Defense ADAD de l'Environnement et du Developpement	Praia Tel. (+238) 917 06 43\262 02 55 Fax (+238) 261 26 50 Email : carin_gerard@hotmail.com
45.		Zoivi Roq Dia Inspectora Superior Inspeção Geral Activ. Econ.	CP. 15 – Praia Tel. (+238) 260 48 01 Fax (+238) 262 50 10 Email : zoivi.pia@mtie.gov.cv
46.		Luis Ledo De Pina Responsable suivi secteur Elevage Ministère du Developpement Rural	BP. 156 – Praia Tel. (+238) 264 75 39 Fax (+238) 264 75 40 Email : luis.pina52@hotmail.com
47.		Maria Candide Cardoso Déléguee du Ministre Ministère du Développement Rural	BP, 156 – Praia Tel. (+238) 269 10 96\995 69 46 Fax (+238) 269 10 96 Email : candidecardoso9@gmail.com
48.	Maria Alexandrina Mendes Martins Agrométéorologue Institut National de la Météorologie et Géophysique	BP. 467 – Praia Tel. (+238) 261 8 91 Fax (+238) 261 78 92 Email : alexandrinamartins@hotmail.com	

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
49.	CAP-VERT	Joao Do Luz Sanches Semedo Director do serviço do Segurança Alimentar e Nutricional FICASE	Praia Tel. (+238) 262 15 45\985 04 02 Email : joao.s.semedo@ficase.gov.cv
50.		Manuel Barbosa Afonso Eng ^o Agronomo Ministerio do Desenvolvimento Rural	Tel. (+238) 268 16 16\982 16 08 Email : mbafonso02@yahoo.fr
51.		Jobel Martins	Praia Tel. (+238) 970 11 70 Email : jobel.martins@mdr.gov.cv
52.		Vlademir Silva Inspector Geral IGAE	CP. 15 – Praia Tel. (+238) 260 48 00\01 Fax (+238) 262 50 20 Email : valdemir.silva@mtie.gov.cv
53.		Maria Da Cruz Soares Directora Serviços Segurança Alimentar	BP. 115 – Praia Email : maria.da.cruz@mdr.gov.cv
54.		Jose Manuel Pereira Coordenador do Curso de C. Biologicas\Universidade de Cabo Verde	BP. 279 Palmarejo – Praia Tel. (+238) 262 91 27\952 69 81 Email : jmveigapereira@gmail.com
55.		Aimes Da Mouma Professeur Universite de Jean Piaget	Praia Tel. (+238) 260 90 00 Email : aimes-fm@hotmail.com
56.		Augusto Gil ferro Evora Tec ^o Infromatico Ministerio do Desenvolvimento Rural (DGPOG-DEGI)	BP. 115 – Praia Tel. (+238) 26 15 716\99 46 686 Fax (238) 26 14 717 Email : Augusto.Evora@maap.gov.cv gugaevora@hotmail.com
57.	TCHAD	Mahamat Adoum Djaya Secrétaire permanent CONACILSS Ministère de l'Agriculture et de l'irrigation	BP 5306 - N'Djamena Tél. (+235) 22 52 20 34 Gsm : (+235) 66 24 00 11 / 90 24 00 11 Courriel : mhtdjaya92@yahoo.fr
58.		Mahamat Adoum Ali Expert Financier Inspecteur Principal des Affaires Financières Ministère des Finances et du budget	BP : 3053 - N'Djamena Tél. : (+235) 66 29 08 31 / 66 28 28 65 Email : djiddou@hotmail.com

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
59.	CILSS	Braoussala Blamsia Secrétaire Exécutif Adjoint Secretariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : braoussala.blamsia@cilss.bf
60.		Mor Badiane Tine Auditeur Interne Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : mor.tine@cilss.bf
61.		Mohamed Yahya Ould Mohamed Mahmoud Directeur General Centre Régional AGRHYMET	BP. 11011 Niamey – Niger Tel. (+227) 20 31 53 16 Fax (+226) 20 31 54 35 Email : M.Yahya@agrhyment.ne
62.		N. Antoine Somé Directeur General Institut du Sahel	BP. 1530 Bamako – Mali Tel. (+223) 20 22 23 37 Fax (+226) 71 21 21 67 Email : dginsah@insah.org
63.		El Hadj Dramane Coulibaly Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : dramane.coulibaly@cilss.bf \ coul1150@yahoo.fr
64.		Moussa Cissé Coordonnateur PRA/accès aux Marchés Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : moussa.cisse@cilss.bf sadajr_cisse@yahoo.fr
65.		Maty Ba-Diao Chef Département Information et Recherche Centre Régional AGRHYMET	BP. 11011 Niamey – Niger Tel. (+227) 20 31 53 16 Fax (+226) 20 31 54 35 Email : m.badio@agrhyment.ne
66.		Abdou Karim Keita Expert en Sécurité Alimentaire PRA/SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : abdou.keita@cilss.bf
67.		Harouna Kindo Chef UAM/CID Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : harouna.kindo@cilss.bf

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
68.	CILSS	Amadou Mactar Konaté Expert en Sécurité Alimentaire PRA/SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : konate.amadou@cilss.bf
69.		Souleymane Sanou Chef UAM\AFC Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : souleymane.sanou@cilss.bf
70.		Ibrahim Lumumba Idi-Issa Chef UAM\SE-PVSG Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : idi-issa@cilss.bf
71.		Clément Ouédraogo Coordonnateur PRA \Maîtrise de l'Eau Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : clement.ouedraogo@cilss.bf
72.		Mahalmoudou Hamadoun Expert GRN/Foncier Rural et Pastoralisme PRA/SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 Email : mahalmoudou.hamadoun@cilss.bf
73.		Aliou Maiga Expert Marchés agricoles Institut du Sahel	BP. 1530 Bamako – Mali Tel. (+223) 20 22 30 43\66 96 63 35 Fax (+226) 20 22 78 31 Email : aliou@insah.org
74.		Nobila Jean Christophe Sorgho Interprète Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : nobila.sorgho@cilss.bf nicsorgho@gmail.com
75.		Sheikh Tijan Salla Traducteur Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : tijan.salla@cilss.bf
76.	Rose Goungounga Secrétariat PRA\SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : rose.goungounga@cilss.bf	

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
77.	CILSS	Mariam Guigma Secrétariat SEA Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : mariam.guigma@cilss.bf
78.		Seydou Kaboré Comptable UAM/AFC Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : seydou.kabore@cilss.bf
79.		W. S. Oualyou Ouermi Agronome / Zootechnicien Stagiaire	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tel. (+226) 76 14 46 46 Email : oualyou@yahoo.fr
80.		Souleymane Konté Interprète AIIC Free -lance	BP. 2598 Bamako – Mali Tel. (+223) 20 20 05 51 / 66 74 53 15 Email : kontesoul23@yahoo.fr
PARTENAIRES			
81.	ACDI	Stephane Roberge Premier Secrétaire Programme régional de coopération Ambassade du Canada	01 BP. 548 Ouagadougou 01- Burkina Faso Tel. (+226)71 08 00 58 Mail : stephane.roberge@international.gc.ca
82.		Hamidou Benoit Ouédraogo Agent Suivi CILSS\ACDI Ambassade du Canada	09 BP. 691 Ouagadougou 09 – Burkina Faso Tel. (+226) 70 25 07 61 Mail : benoit.ouedraogo@gmail.com
83.	OMM	Félix Hounton Administrateur de Programmes	7 bis Avenue de la Paix 1211 Geneve – Suisse Tel. (41) 22 730 8306 Fax (+41) 22 730 8053 Email : fhounton@wmo.int
84.	OCHA	Noel Tsékouras Deputy Head OCHA Regional Office for West and Central Africa	Sacre Coeur 3, VDN-Villa n° 9364 BP. 16922 Dakar Fann – Senegal Tel. (+221) 77 450 21 32 Fax (+221) 33 869 85 27 Email : tsekouras@un.org
85.	COMMISSION DE L'UEMOA	Abdoulaye Koné Directeur Mines, Pétrole et Energies Renouvelables	380 Avenue Joseph Ki-Zerbo 01 BP. 543 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 32 88 26 Fax (+226) 50 31 88 72 Email : akone@uemoa.int

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
86.	COMMISSION DE L'UEMOA	Tchambakou Ayassor Directeur de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	380 Avenue Joseph Ki-Zerbo 01 BP. 786 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 32 88 00 Fax (+226) 50 31 88 72 Email : tchabakouayassor@yahoo.fr \ tayassor@uemoa.int
87.		Mamadou Dianka Chargé de l'Energie	380 Avenue Joseph Ki-Zerbo 01 BP. 543 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 32 88 73 Fax (+226) 50 31 88 72 Email : mdianka@uemoa.int
88.		Gilles Sanou Directeur Unité de Programmation Stratégique	380 Avenue Joseph Ki-Zerbo 01 BP. 543 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tel. (+226) 50 32 87 71 Fax (+226) 50 31 88 72 Email : gsanou@uemoa.int
89.	ECHOUE	Jan Eijkenaar Chief of Office Humanitarian Aid/Sahel West Africa	P. O. Box 3345 Dakar – Senegal Email : jan.eijkenaar@gmail.com
90.	USAID/WA	Jorge Santos Oliveira Conseiller en Sécurité Alimentaire	N0 24 Fourth Circular Rd. Cantonements BP 1630 – Accra, Ghana Tél. : (+233) 244 313 479 Fax (+233) 21 741 365 Email : joliveira@usaid.gov
91.	CIRAD	Philippe Morant Chercheur en Système d'Information CIRAD/CILSS	01 BP. 596 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tel. (+226) 78 03 60 55 Email : morant@cirad.fr philippe.morant@cilss.bf
92.	AFRIQUE VERTE	Caroline Bah Directrice	12\20, rue Voltaire 93100 Montreuil – France Tél. (+33) 1 42 87 06 67 Email : caroline.bah@libertysurf.fr
93.	MUSO JIGI	Ramata Gnégne Transformatrice	s\c APROSSA Afrique Verte Ouagadougou – Burkina Faso Tel. (+226) 70 05 22 17 Email : muso.jigi@yahoo.fr
94.	DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE	Philippe Thomas Chef Section Sécurité Alimentaire Commission Européenne\DEVCO	41, rue de la Loi (2\166) B-1090 Bruxelles – Belgique Tel. (32) 229 75 227 Email : philippe.thomas@ec.europa.eu
95.		Amadou Hébié	01 BP. 352 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Email : delegation-burkina-faso@ec.europa.eu

	PAYS \ INSTITUTIONS	PRENOMS ET NOM	CONTACTS
96.	AMBASSADE DE FRANCE	Nicolas Lecrivain Conseiller Régional de Coopération Ambassade de France au Burkina Faso	Ouagadougou – Burkina Faso Email : nicolas.lecrivain@diplomatie.gouv.fr
97.	FAO/BR DAKAR	José Luis Fernandez Coordinateur du Bureau Sous-régional -Opération d'Urgence / Réhabilitation Afrique de l'Ouest/Sahel	BP. 3300 Dakar – Sénégal Tel. (+221) 77 450 29 64 Email : joseluis.fernandez@fao.org
98.	FEWS NET/IAO	Salif Sow Représentant Régional Afrique de l'Ouest	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 - Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 47 06 Email : ssow@fews.net / ssow1963@gmail.com
99.	FEWS NET/ USAID	Mahamadou-Laouali Ibrahim Représentant Conseiller Régional\Marchés et Commerce	BP. 11011, Niamey - Niger Tél. (+227) 96 97 70 11 Email : librahim@fews.net
100.	OXFAM INTERNATIONAL	Alhassane Cissé Coordinateur Plaidoyer Sécurité Alimentaire	Point E, Avenue Birago Diop BP. 3476 – Code postal 18524 Dakar – Sénégal Tél. (+221) 33 859 37 00 Fax (+221) 33 824 24 15 Email : alcisse@oxfam.org.uk
101.	SAVE THE CHILDREN	Yacouba Maman Bachir Sahel Food Security Advisor West And Central Africa Regional Office	Dakar – Sénégal Tel. (+221) 77 333 27 48 Email : b.yacouba@savethechildren.org.uk
102.	USAID/FFP	Sabina Malik Food For Peace office	Dakar – Sénégal Tel. (+221) 77 149 83 00 Email : samalik@usaid.org
103.	USAID	John Scicchitano	Washington Tél. (202) 219 0502 Email : jscchitano@usaid.gov
104.	COMMISSION DE LA CEDEAO	M. Rui Silva Directeur Agriculture	101, Yakubu Gowon Crescent Asokoro District P.M.B. 401 Abuja - Nigeria Email : silva_rui@yahoo.com / rsilva@ecowas.int Tél. +234 8073814446
105.		Yacouba Sanon Expert Agriculture	101 Yacouba Gowon Crescent Asokoro District Abuja – Nigeria Tel. (+234) 809 469 85 16 Email : ysanon@ecowas.int \ sanonyacouba@yahoo.fr
106.	MSU	Nango Dembéle USA	USA Email : dembele@msu.edu